
CABINET

**Projet Conservation Intégrée à Base Communautaire des Écosystèmes de
Tourbières et Promotion de L'écotourisme dans le Paysage du Lac Télé de La
République du Congo – ICOBACPE / PELATEL**

**APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT DU CONSEILLER TECHNIQUE
PRINCIPAL– INTERNATIONAL**

TERMES DE REFERENCES

Le paysage du Lac Télé (LT) en République du Congo revêt une importance globale pour la biodiversité mondiale. Il contient certaines des densités de gorilles de plaine parmi les plus élevées jamais enregistrées dans la région (environ 15 000 gorilles de plaine de l'ouest et 1 500 éléphants de forêt). Pour les gorilles en particulier, le paysage de LT représente un habitat unique composé principalement de marécages et de forêts inondées de façon saisonnière. Leur habitat étant si spécifique, il est tout à fait possible que ces populations aient une écologie et un comportement spécifiquement adaptés, ce qui leur a permis de rester dans un endroit avec si peu de terre ferme et avec une composition d'essences forestières probablement très différente d'autres endroits du pays. Ils sont très mal étudiés par rapport aux autres populations de la région.

Le paysage du Lac Télé abrite également une biodiversité exceptionnelle en milieux humides, notamment une diversité exceptionnelle d'espèces d'oiseaux et de poissons d'eau douce, trois espèces de crocodiles dont deux sont intégralement protégées, des loutres et une petite population d'hippopotames. Les tourbières tropicales sont connues pour avoir une biodiversité distincte et un niveau d'endémisme potentiellement élevé comme dans les tourbières d'Asie et, comme l'écosystème du Lac Télé - Lac Tumba (LTLT) est mal connu, il ne fait aucun doute que le paysage abrite une diversité importante et unique de plantes, d'amphibiens et de reptiles qui sont peu susceptibles de se reproduire ailleurs dans le pays - bien que des efforts supplémentaires en matière de recherche scientifique soient nécessaires pour découvrir cette valeur de la biodiversité. La forêt de ce paysage constitue une importante frayère permettant la reproduction des poissons pour le paysage et probablement au-delà, car les zones de pêche exploitées atteignent les principales rivières telles que l'Oubangui. En tant que tel, le maintien de cet habitat est non seulement essentiel pour la valeur de la biodiversité, mais également pour garantir l'accès durable des sources de protéines aux communautés locales.

Environ 90 000 personnes vivent dans le paysage LT, dont 20 000 d'entre elles seront les bénéficiaires d'activités ciblées dans le cadre de l'action proposée par le projet. La majorité de ces communautés dépendent fortement des ressources forestières pour leur revenu et leur

subsistance et ont conservé la majeure partie de leur structure sociale et de leur cohésion d'origine. Les Bomitaba, qui représentent 96% de la population, sont principalement des pêcheurs et des chasseurs forestiers, tandis que certains pratiquent une agriculture à petite échelle, les ressources forestières et la pêche constituent la majorité des portefeuilles de moyens de subsistance (plus de 60%). Parmi les Bomitaba, environ 7% sont considérés comme des Bakoulou, un groupe ethniquement marginalisé, composé de Bantous et de groupes autochtones (Bakoulou et Ba'aka). Les autochtones Ba'aka, qui représentent 3% de la population du nord-est de la cible géographique, dépendent entièrement des ressources forestières, de la viande sauvage et autres produits forestiers non ligneux. Les Ba'aka constituent un groupe particulièrement marginalisé et sous-représenté dans la prise de décision en matière d'utilisation des terres et de conservation, problème que ce projet entend corriger.

Le projet vise à l'élaboration d'un modèle intégré pour l'utilisation et la gestion durable des écosystèmes de tourbières à travers un nouveau modèle de conservation participative. L'accent sera mis sur le renforcement des capacités des communautés locales et des populations tributaires de la forêt à participer à des actions visant à limiter la dégradation de l'environnement dans le biome, à les gérer et à en tirer parti, en particulier la gestion durable des ressources naturelles.

Les interventions clés du projet comprendront :

- Soutien à la mise en œuvre de plans de gestion et d'utilisation des sols pour les aires protégées et les paysages environnants de la zone géographique ciblée, en veillant à assurer et à formaliser la participation des communautés ;
- Mise en place des structures de gestion des communautés locales et des cadres réglementaires permettant une gestion durable de la chasse et des feux de brousse basée sur le succès de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une réglementation de la pêche basée sur la communauté au cours des 3 dernières années ;
- Renforcement des capacités techniques et institutionnelles des groupes de gouvernance des communautés locales et des populations tributaires de la forêt pour élaborer et mettre en œuvre des projets environnementaux, notamment le reboisement des galeries forestières, qui sont indispensables aux services éco systémiques et à la production halieutique ;
- Fourniture de soutien institutionnel et technique aux communautés pour créer une base pour les entreprises de tourisme communautaire - par exemple, tirer parti de l'expertise pour développer des produits touristiques et un modèle d'entreprise, former des guides communautaires, travailler avec les acteurs du tourisme départemental à Impfondo et établir des infrastructures de base ;
- Promotion des activités génératrices de revenus durables et une diversification économique, telles que la production certifiée de cacao et le tourisme communautaire à petite échelle ;

- Soutien à la recherche et la surveillance fondées sur des actions permettant une gestion adaptative par les communautés et le gouvernement ;
- Promotion de la coopération sud-sud et de la collaboration transfrontalière dans la gestion des tourbières.

Le projet s'inscrit parfaitement dans le programme à Impact CBSL qui vise à « incorporer les principes de gestion de l'environnement dans la gestion des forêts par le biais d'approches intégrées à différents niveaux (local, national et transfrontalier). Comme décrit ci-dessus, le projet vise à développer une approche intégrée de la gestion des tourbières par le biais d'un modèle de gouvernance local et pertinent, pouvant être étendu à d'autres zones de la région du Bassin du Congo, telles que les zones de développement communautaire dans les concessions forestières. Le projet mettra l'accent sur les systèmes socio-écologiques plutôt que sur un aspect disciplinaire, le rendant ainsi pragmatique et durable tout en apportant des avantages à la fois aux personnes et à l'environnement. La conservation de la faune et de la flore sauvages constituera un élément central du projet, tandis qu'un cadre novateur de gouvernance locale sera mis au point et que l'utilisation des nouvelles technologies sera encouragée.

Il sera recruté sur la base d'un appel à candidature international.

DEVOIRS ET RESPONSABILITES :

- Soutenir l'exécution du projet tel que requis par le document du projet et l'accord avec le bailleur ;
- Travailler avec le Directeur du projet et l'Expert en suivi - évaluation pour élaborer les plans de travail et les rapports périodiques ainsi que les documents techniques nécessaires ;
- Conseiller le Directeur National du projet sur l'élaboration des stratégies de sensibilisation et d'engagement des parties prenantes du projet ;
- Accompagner le Directeur National du projet dans l'opérationnalisation de la stratégie de mise en œuvre du projet et le suivi permanent de sa performance ;
- Soutenir l'organisation des réunions des parties prenantes (y compris les communautés locales) et d'autres consultations participatives ;
- Travailler en étroite collaboration avec le directeur National du projet, divers ministères, organisations non gouvernementales (ONG), organisations communautaires de base et autres partenaires, pour la participation des parties prenantes dans la conception, la mise en œuvre et le fonctionnement des activités détaillées du projet ;
- Evaluer la mise en œuvre de la participation des parties prenantes, y compris la stratégie de participation des communautés, des femmes et des populations autochtones sur chaque site du projet et aider à la préparation des rapports avec des estimations de la contribution globale des parties prenantes, y compris des données sur le coût du cofinancement ;
- Surveiller les accords de partenariat conclus par le projet ;

- Gérer la stratégie d'atténuation des risques du projet et rendre compte directement au PNUE, au MEDDBC et au Comité de Pilotage du Projet et à travers des rapports périodiques, y compris de manière ad hoc, si nécessaire ;
- Veiller à l'exécution des évaluations à mener au profit des bénéficiaires ;
- Fournir son approbation préalable sur tout engagement financier du projet et agir en tant que cosignataire des chèques ;
- Apporter tout appui nécessaire, notamment dans la coopération transfrontalière et sous-régionale en lien avec la mise en œuvre du projet.

QUALIFICATIONS ET COMPETENCES :

- Un diplôme universitaire de niveau Bac+5 au moins dans une discipline pertinente telle que les sciences de l'environnement, agronomiques, la foresterie, les sciences sociales ou autre domaine pertinent ;
- Au moins 5 ans d'expérience pertinente en gestion de projet avec des partenaires au développement ;
- Expérience antérieure dans l'exécution des projets ;
- Solide connaissance du contexte des parties prenantes du projet, développée grâce à des antécédents de travail connexe (par exemple au sein du gouvernement ou des ONG) ;
- Solide compréhension du secteur primaire et des industries extractives, avec une expérience avec les partenaires du secteur privé ;
- Maîtrise de l'outil informatique ;
- Avoir une bonne maîtrise du français et l'anglais serait un atout.

DATE LIMITE DE SOUMISSION :

La date limite de la vacance de poste est fixée **au 16 juin 2022**. Les candidatures reçues après cette date ne seront pas considérées.

Les dossiers de candidature, adressés à Madame la Ministre de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo et déposés à la Direction des Etudes et de la Planification 11^e Etage, Porte 11.11 Tour Nabemba, par voie électronique à l'adresse secretariatministre@ministere-tourisme.gouv.cg avoir pour objet la mention «**RECRUTEMENT DU CONSEILLER TECHNIQUE PRINCIPAL INTERNATIONAL** » devront être constitués de :

- un CV détaillé ;
- une lettre de motivation.

LE PROCESSUS DE RECRUTEMENT :

Seuls les candidats présélectionnés, après analyse des dossiers, seront contactés et passeront un entretien.

Les candidatures féminines sont particulièrement encouragées à postuler.

Fait à Brazzaville, le 16 MAI 2022

La Ministre de l'Environnement, du Développement
Durable et du Bassin du Congo,

Arlette SOUDAN-NONALU. -

